

Le face-à-face Christian Saint-Etienne/Thomas Piketty Pour ou contre l'ISF ?

« Nous ne pouvons raisonnablement pas être le seul pays à avoir un ISF dans toute l'Europe ! », dit Christian Saint-Etienne. « Ce gouvernement bricole. Il est gêné aux entourlures pour ce qui est du manque à gagner des recettes, et il y a de quoi ! », lui répond Thomas Piketty.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PATRICE DE MÉRITENS

I faut supprimer l'ISF, affirmez-vous dans « L'Etat et votre argent ». Que vous inspire le moyen terme de la réforme actuelle ?

Christian Saint-Etienne – La réforme fiscale globale doit être pensée dans le contexte d'une triple crise : crise de compétitivité fiscale dans l'Union européenne, laquelle est construite sur un principe de concurrence ; crise historique de notre système productif, avec la perte d'un tiers de nos parts de marché à l'export depuis douze ans ; crise majeure de nos finances publiques. La réforme de l'ISF aurait dû être adaptée à ce phénomène. Nous avons un taux d'impôt sur le revenu (y compris la CSG) parmi les plus élevés d'Europe. Notre fiscalité sur l'épargne y détient le record et nous sommes les seuls à avoir un ISF. Dans cette perspective, j'ai estimé qu'il fallait le supprimer intégralement. Sans remettre en cause le principe d'une taxation des riches, il faut faire en sorte qu'ils aient envie de rester en France et ne surtout pas tuer la poule aux œufs d'or. Que dire de cette réforme ? Le gouvernement a commencé par proposer une taxation de la variation du patrimoine à 19 %, ce qui eût été stupide parce qu'elle aurait frappé les patrimoines en constitution. Le choix retenu, à savoir l'abaissement des taux, m'apparaît plus logique et plus raisonnable.

Thomas Piketty – Mon métier de chercheur consiste d'abord à établir les faits. J'ai publié des milliers de pages de publications scientifiques internationales sur les répartitions de patrimoines et de revenus, qui font référence partout dans le monde. Or, que constate-t-on si l'on regarde les faits ? Que les patrimoines financiers et immobiliers se portent très ...



STEPHAN GLADIEU

Christian Saint-Etienne, professeur titulaire de la chaire d'économie industrielle au Conservatoire national des arts et métiers, est membre du Conseil d'analyse économique placé auprès du Premier ministre. Vice-président du groupe Centre et indépendants au Conseil de Paris, il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, notamment « La Fin de l'euro » et « Guerre et Paix au XXI^e siècle », chez François Bourin Editeur. Il publie : « L'Etat et votre argent. Les vrais enjeux de la fiscalité. »

... bien en France, et qu'en revanche, les revenus stagnent. Dans ces conditions, aller consacrer le peu d'argent qu'on a à alléger la fiscalité du patrimoine n'est tout simplement pas raisonnable. Il faut consacrer toutes les marges de manœuvre disponibles (et elles ne sont pas fameuses) à alléger les prélèvements pesant sur les revenus du travail (salarié et non salarié). Y compris d'ailleurs sur des salaires élevés, justement pour aider les jeunes cadres à se constituer un patrimoine, ce qui n'est pas facile aujourd'hui.

Christian Saint-Etienne – Pour autant, une fois enlevé le bouclier fiscal, il apparaît que ceux qui déclaraient très peu de revenus avec un gros patrimoine paieront plus d'ISF alors que ceux qui ont des revenus élevés avec un patrimoine élevé en paieront moins. Je ne suis pas opposé au maintien de l'impôt sur l'immobilier et les liquidités, mais à condition de détaxer une partie des actions investies dans les entreprises. Un abattement sur le premier million d'euros d'actions, par exemple, serait un élément clé de réforme visant à favoriser la reconstruction de notre système productif.

Thomas Piketty – Avec l'abattement sur le premier million d'euros d'immobilier, il ne restera donc plus grand-chose... Vous envisagez de nouvelles exceptions alors que nous avons surtout besoin de simplification. Ce qui m'intéresse, c'est de voir les faits. Si je pensais une seconde que l'ISF faisait perdre plus de richesses à la France qu'il n'en rapporte, alors je serais évidemment pour sa suppression immédiate. Mais l'examen des faits montre qu'il n'y a pas d'hémorragie massive sur les bases de l'ISF. Je vous renvoie à l'étude de Gabriel Zucman, disponible en ligne sur le site de l'Ecole d'économie de Paris : c'est la seule étude scientifique sérieuse sur la question à ce jour. Dans le contexte budgétaire actuel, avec une dette hallucinante, il est totalement irresponsable de perdre des milliards. Le bouclier fiscal a été établi avant la crise, tout le monde aurait compris qu'on récupère ces 600 millions d'euros pour réduire les déficits. Au lieu de cela, on le remplace par une perte de recettes quatre fois plus grosse ! On modifie la règle sur les donations, abaissées de 10 à 6 ans en 2007, pour les remonter à 10 ans dès 2011, alors que, par définition, les mesures sur le rajeunissement des patrimoines ne peuvent jouer qu'à très long terme... Changer la règle tous les trois ans avant même de l'avoir évaluée n'est pas très sérieux. Ce gouvernement bricole et improvise en permanence sur le plan fiscal. Visiblement, il est gêné aux entournures pour ce qui est du manque à gagner des recettes, et il y a de quoi.

Christian Saint-Etienne – Je vois les cabinets fiscaux qui organisent la sortie des fortunes françaises depuis une quinzaine d'années. L'administration française accepte en « off », surtout pas officiellement, de reconnaître que les principales sorties liées à l'ISF ne sont pas le fait de gens payant déjà un impôt sur la fortune : ils sortent l'argent avant. Le cas typique étant celui du créateur d'une PME qui la porte à un niveau significatif et la vend. Avant cette transaction, il s'organise pour ne pas payer d'impôt ni sur les plus-values ni sur la fortune. La réforme qui vient d'être introduite par le gouvernement prévoit une *exit tax*. J'y suis favorable pour les plus-values futures. Vous et moi serons d'accord au moins sur un point : si vous divisez les 30 millions de ménages français en 1 000 millièmes, les 999 premiers font face à un taux moyen



ERIC MARTIN/FIGARO MAGAZINE

“Il faut faire en sorte que les riches aient envie de rester en France”

CHRISTIAN SAINT-ÉTIENNE

de fiscalité augmentant régulièrement avec les revenus. Ce qui n'est nullement le cas pour le dernier millième, 30 000 ménages, pour lesquels on observe une chute brutale du taux moyen de fiscalité. C'est une situation intolérable qui ne peut être réglée que par une suppression totale des niches fiscales – hormis le quotient conjugal familial. Sans doute peut-on alourdir la fiscalité sur les successions, mais attention, ce n'est pas la fiscalité frappant la fortune en accumulation qui nous ré-enrichira...

Thomas Piketty – Il ne s'agit pas de taxer les riches, mais de faire en sorte qu'ils ne le soient pas moins que les classes



MELANIE FREY/FIGARO MAGAZINE



STEPHAN GLADIEU

Thomas Piketty, normalien, directeur d'études à l'EHESS, professeur à l'Ecole d'économie de Paris, auteur de nombreux ouvrages, est l'un des jeunes économistes inspirant actuellement le Parti socialiste en matière de propositions fiscales. En collaboration avec Camille Landais et Emmanuel Saez, il publie « Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXI^e siècle. »

Sur l'île de Ré (à gauche), de modestes ostréiculteurs ont été assujettis à l'ISF, le prix des terrains à bâtir ayant quadruplé en quelques années. **Liliane Bettencourt** (à droite), dont le nom a été souvent cité, tel un emblème, à propos du bouclier fiscal.

moyennes. Mon objectif est modeste : que le système soit légèrement progressif, en tout cas, pas régressif. Il faut supprimer les niches, dites-vous. Il faudrait surtout simplifier l'impôt sur le revenu en adoptant l'assiette de la CSG avec barème progressif à l'ensemble des revenus qui y sont soumis. Ne plus avoir cette assiette percée qui fait que notre impôt sur le revenu, dont le taux est censé monter jusqu'à 41 %, rapporte en fait deux fois moins que la CSG à 8 %. Si l'on pouvait se mettre d'accord sur la fusion complète avec application d'un barème unique à l'assiette de la CSG, on ne serait plus soumis aux incohérences de ce bastringue ! Pourrait-on pour autant se passer d'un impôt sur le patrimoine ? Non, car c'est un complément utile à l'impôt sur le revenu, dans la perspective d'un système juste et efficace. Juste, parce que tenter de déterminer les patrimoines utiles par rapport aux patrimoines inutiles est un exercice vain. Tout, aussi bien l'immobilier que le capital investi dans les entreprises, est nécessaire ; de même que toutes les formes de revenus, du travail comme du capital. C'est pourquoi il faut les traiter de façon unifiée. Bien plus que le revenu, le patrimoine est un indice exact de la capacité contributive. Pourquoi ? Parce que plusieurs centaines de millions de revenus de patrimoine annuels ne seront pas nécessaires pour payer votre majordome.

Quelques millions d'euros suffiront à votre ordinaire, le reste s'accumulant tranquillement dans une structure ad hoc. Or, avec la limitation de la taxation du revenu, les personnes à très haut niveau de patrimoine échappent à l'impôt. Ainsi de Mme Bettencourt, qui a payé, selon ses propres chiffres, moins de 10 % de son revenu économique. Quand le reste de la population a un taux d'imposition globale de 30, 40, 50 %, cela entraîne une tension qui peut, dans certain cas, amener à une révolution. L'impôt sur la fortune est donc un garde-fou. Nous sommes arrivés en France à ces chiffres de 1 à 2 % de population hyper-privilegiée qui fait songer à la taille de l'aristocratie en 1789. On disait déjà à l'époque que c'était une toute petite minorité et qu'il ne fallait pas aiguiser la jalousie du peuple contre ses élites naturelles. On a vu la suite. Les sociétés européennes ne supporteront pas un niveau d'accroissement des inégalités tel qu'on l'a observé ces trente dernières années aux Etats-Unis...

Christian Saint-Etienne – On est d'accord...

Thomas Piketty – Mais il faut l'être aussi sur les outils ! Jamais, depuis la Belle Epoque, les patrimoines financiers immobiliers nets de dette des ménages français n'ont été aussi élevés relativement aux revenus. Nous sommes dans le peloton de tête de l'OCDE et c'est une bonne chose. Or voici que, ...

Bercy, siège du ministère des Finances. Le gouvernement espère que la réforme prévoyant la suppression du bouclier fiscal et l'allègement de l'ISF sera adoptée avant le 14 juillet.

... malgré la crise financière et la crise des finances publiques, nous nous retrouvons avec un taux d'ISF divisé par plus de trois pour les fortunes les plus élevées. Pourquoi ne pas diviser aussi par trois le taux de 41 % de l'impôt sur le revenu, ou bien encore la TVA ? Les Français adoreraient ! On ne réglerait pas les problèmes du monde en taxant plus les riches, mais diviser aussi froidement leur imposition et faire comme si c'était anodin ne manquera pas d'accroître la régressivité globale du système français.

Christian Saint-Etienne - Taxer le patrimoine, oui. Mais pourquoi taxer les actions alors que nous faisons face à une crise majeure du système productif ? La meilleure façon de lutter contre les inégalités est d'accroître le PIB et les emplois qui vont avec. Si l'on peut raisonnablement envisager une taxation pour l'immobilier et les liquidités, il faudra réserver un traitement particulier pour les actions, spécialement des PME. Il nous manque aujourd'hui de 2 000 à 3 000 PME qui nous apporteraient 1,5 million ou 2 millions d'emplois productifs, qui nous permettraient d'être compétitifs à l'export et d'avoir des recettes fiscales supérieures. J'y reviens donc : si l'on doit garder un ISF, il ne faut pas prendre en compte le premier million d'euros de patrimoine détenu sous forme d'actions de sociétés industrielles et commerciales. C'est juridiquement précis, et cela limite très fortement les capacités à détourner les opérations.

Thomas Piketty - Toujours plein d'imagination pour des abattements et des traitements particuliers ! Sauf que tout cela n'aboutit qu'à une perte des recettes au lieu d'en ajouter. Sur les patrimoines comme sur le revenu, il y a une règle simple. A revenu égal, impôt égal, que ce soit un revenu du travail ou du capital. A patrimoine égal, impôt égal, que ce soit un patrimoine immobilier ou financier. Les gens vont-ils détenir dans leur portefeuille des actions, ou un grand appartement, ou des dettes ? Cela dépend de leur vie, des trajectoires personnelles. A-t-on vraiment envie que la fiscalité s'en mêle ? Finalement, je suis beaucoup plus libéral que vous. La fiscalité n'a pas à intervenir. Il faut taxer de la meilleure façon le patrimoine global en valeur de marché et basta.

Christian Saint-Etienne - C'est pour cela que je veux supprimer toutes les niches fiscales en matière d'impôt sur le revenu. Faut-il pour autant, comme vous le proposez avec le Parti socialiste, fusionner la CSG et l'impôt sur le revenu des personnes physiques ? J'y suis radicalement opposé. La CSG est un impôt proportionnel finançant la dépense de santé consommée de façon à peu près égale par tous les Français. Il ne faut surtout pas prendre le risque d'un rejet, qui entraînerait un recul massif du point de vue social. Vous et moi voulons éviter la baisse des taux moyens de fiscalité des plus hauts revenus. On peut très bien élargir et renforcer l'IRPP sans fusionner. Voyez la réforme de Ronald Reagan dans les années 1980 et l'impôt minimal : prendre l'intégralité des revenus, contrôler les niches fiscales et, si on n'arrive pas à les supprimer intégralement, prendre la base fiscale totale, c'est-à-dire la somme des revenus gagnés par le capital et le travail pour mettre un impôt minimal, par exemple de 20 %, de sorte que personne ne puisse échapper à la fiscalité.

Thomas Piketty - Vous partez là sur un système effroyablement complexe, alors qu'il y a déjà beaucoup trop de rustines.



SEBASTIEN SORIANO/FIGARO MAGAZINE

“Les riches ne doivent pas être moins taxés que les classes moyennes”

THOMAS PIKETTY

Christian Saint-Etienne - Pas du tout. On prend la totalité du revenu capital-travail reçu par une personne et, sur l'avis d'imposition, on fait une règle de trois.

Thomas Piketty - Essayons de parler sérieusement de réforme fiscale. La complexité extrême de notre système français d'imposition directe des revenus est une vraie anomalie en Europe. Si on se soucie un peu d'attractivité fiscale et notamment de notre territoire en ce domaine, il faut simplifier drastiquement. Nous avons cette particularité d'empiler barèmes sur barèmes, taux sur taux (IRPP, CSG, prélèvement libératoire, prime pour l'emploi, bouclier fiscal, etc.), avec pour conséquence un système non seulement injuste, parce que non progressif, mais surtout illisible et opaque. Il faut reconstruire l'impôt sur le revenu comme une extension de la CSG actuelle avec un barème progressif. Cela ne présentera que des avantages : généralisation du prélèvement à la source, des taux très réduits pour l'immense majorité des contribuables ainsi que l'intégration de la prime pour l'emploi dans le salaire direct.

Christian Saint-Etienne - A quoi sert l'impôt, sinon à financer légitimement et efficacement les dépenses publiques ? Il doit encourager la création de richesses et être conçu pour que chacun paye à proportion de ses revenus. Autant de principes que l'on retrouve dans la déclaration des droits de l'homme ; mais en France s'est ajouté un concept selon le-

quel l'impôt devait punir les riches. En fonction de cela, on a toujours eu des taux de fiscalité très élevés et, parce qu'ils étaient insupportables, on a « mité » le système pour le rendre vivable à l'arrivée. Telle est la genèse de cette suite de bricolages dont nous souffrons actuellement. Le fait de baisser massivement les taux pour élargir les bases est une révolution mentale totale. La CSG répond parfaitement à cet objectif. Quand on regarde l'ISF, le mieux serait d'avoir un taux d'un ou deux pour mille qui toucherait tout, l'immobilier comme les œuvres d'art, les forêts, etc. S'il y avait un impôt sur le capital de 1 à 3 pour mille dans toute l'Europe à 27, j'y serais favorable... Mais tel n'est pas le cas, et nous ne pouvons raisonnablement pas être le seul pays à avoir un impôt sur la fortune dans toute l'Europe ! Il faut relancer la création de richesse de la France par le biais d'une dynamisation de notre système productif. Je suis donc favorable à la réforme proposée par le Parti socialiste de ramener à 20 % le taux de l'impôt sur les sociétés sur les bénéfices mis en réserve. Cela permettrait aux PME d'accumuler des fonds propres afin de renforcer leur développement économique.

Thomas Piketty - En l'occurrence, je suis contre cette proposition du Parti socialiste, pour les mêmes raisons que d'habitude : mieux vaut un taux unique d'impôt sur les sociétés effectivement payé se rapprochant le plus possible du taux effectif que d'avoir des taux réduits pour certaines catégories de bénéfices réinvestis... En conclusion générale, notre système est mité, complexe. Tout le monde fait semblant d'être d'accord, sauf qu'à l'instant où l'on en tire les conséquences en proposant une remise à plat, il y a toujours quelqu'un pour faire barrage. Le quinquennat que nous venons de vivre est, à cet égard, un quinquennat pour rien. Mais la gauche peut très bien tomber, elle aussi, dans l'inertie fiscale. Mon principal souci est de tout faire pour simplifier le système, et pour que de vraies propositions de remise à plat voient le jour lors du débat de 2012, à gauche comme à droite.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DE MÉRITENS

Alain-Gérard Slama

L'Amérique nous déconcerte



Vis-à-vis des Etats-Unis, l'opinion française a toujours été partagée. Tantôt on admire leur dynamisme, leur cohésion, leur passion de l'égalité ; tantôt on leur reproche leur matérialisme, leur racisme et leur impérialisme. Il faut relire *L'Amérique au jour le jour* de Simone de Beauvoir, qui remonte à 1947, pour prendre la mesure de cette contradiction. Jamais, pourtant, la tension entre ces deux approches d'un même regard n'a été plus intense. Au moment même où nous saluons l'enthousiasme avec lequel les Américains ovationnent l'opération qui a éliminé Ben Laden au Pakistan, nous éprouvons les plus vives alarmes devant la perspective que l'Europe soit entraînée par les Etats-Unis dans leur déclin économique et social. Sommes-nous en présence d'une *Amérique qui tombe*, hypothèse avalisée par l'helléno-américaine Arianna Huffington, fondatrice d'un site d'information très populaire sur la toile, le deuxième du pays (1) ? Ou pouvons-nous encore parier sur leur exceptionnelle capacité à se ressaisir ? La thèse de la célèbre blogueuse d'outre-Atlantique confirme en partie le point de vue des pessimistes, en suggérant que la faiblesse dont souffrent les Etats-Unis ressemble de plus en plus à la nôtre : là-bas comme ici, les inégalités se creusent et les classes moyennes, en chute libre, continuent d'être sacrifiées à l'essor d'un capitalisme financier qui a pourtant besoin d'elles, de leur dynamisme, de leur confiance, pour servir ce que Tocqueville appelait « *le bien du plus grand nombre* ».

Plus gravement peut-être, le sentiment d'égalité qui permettait à chaque Américain, d'où qu'il vienne, d'espérer devenir un jour président de General Motors est déstabilisé par la crainte d'un naufrage collectif. Naufrage rendu possible, sinon prévisible, par le creusement dramatique du déficit budgétaire, équivalant au PIB du Canada (2), par l'obsolescence des équipements collectifs et par la dégradation du système éducatif, auxquels l'Etat ne pourra consacrer que le pauvre quart des dépenses fédérales resté disponible après le règlement des comptes de la dette, de la Sécurité sociale et de la défense. Si encore le secteur délabré se limitait à la voirie et aux transports ! Mais il s'étend même aux réseaux du haut débit : plus de 100 millions d'Américains n'en sont pas équipés. Arianna Huffington estime que les Etats-Unis se « *tiers-mondisent* ». C'est plutôt le fait qu'ils s'euro-péanisent qu'elle devrait incriminer. Elle-même en apporte un troublant témoignage en suggérant, au terme de son diagnostic, un *new deal* dirigiste plus proche du socialisme à l'européenne que des principes libéraux inscrits dans les gènes de son pays. L'amour-haine de l'Europe, de sa culture et de ses mœurs, qui se déchaine en ce moment à travers la violence du procès Strauss-Kahn, est le reflet douloureux d'une Amérique qui persiste à vouloir lui donner des leçons, et qui refuse de se reconnaître dans son miroir.

(1) Arianna Huffington, *L'Amérique qui tombe*, Fayard.
(2) Edouard Tétreau, *Quand le dollar nous tue*, Grasset.



« **L'Etat et votre argent. Les vrais enjeux de la fiscalité** », de Christian Saint-Etienne, François Bourin Editeur, 121 p., 16 €.



« **Pour une révolution fiscale : un impôt sur le revenu pour le XXIe siècle** », de Thomas Piketty, Camille Landais et Emmanuel Saez, Seuil, 137 p., 12,50 € (téléchargeable gratuitement sur le site www.revolution-fiscale.fr).